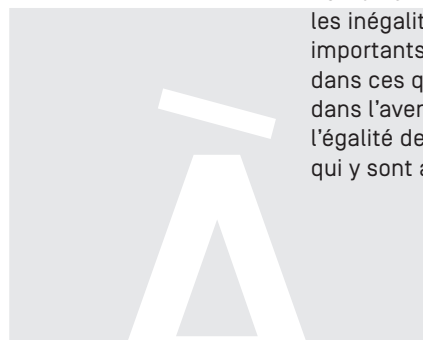


—
Marion Aubert,
Rozenn Merrien
—

TÉMOIGNAGE

Coopérer pour agir sur les territoires

L'ambition de la politique de la ville s'inscrit dans la lutte contre les inégalités territoriales et sociales, qui se traduisent par des écarts importants dans la réussite des plus jeunes qui grandissent dans ces quartiers. L'éducation constitue donc un enjeu essentiel dans l'avenir des enfants des quartiers populaires, pour rétablir l'égalité de traitement. Encore aujourd'hui, les ressources publiques qui y sont allouées restent inférieures à celles du territoire national.



À la suite des emblématiques zones d'éducation prioritaire (ZEP) initiées en 1981 par le ministère de l'Éducation nationale, la politique de la ville, avec les programmes de réussite éducative (PRE) dès 2006, mobilise de nombreux partenaires autour des dynamiques et parcours éducatifs, et participe à l'articulation des dispositifs sur un même territoire. Pilotés par les villes, les PRE concourent activement à la mise en œuvre d'actions éducatives concertées, en animant des équipes de coordination interinstitutionnelles avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) et les acteurs locaux de l'Éducation nationale. Associant approches personnalisée et collective, ils créent des passerelles entre des politiques publiques locales trop souvent cloisonnées : petite enfance, santé, prévention de la délinquance, décrochage scolaire, insertion, accompagnement des familles, etc.

PARTAGER L'ÉDUCATION SUR LES TERRITOIRES

En intégrant le volet « éducation » des contrats de ville, les politiques éducatives territoriales participent à la nécessaire coordination des différents dispositifs, au décroisement des interventions publiques. Sur ces territoires plus qu'ailleurs, la coopération entre

les acteurs éducatifs – qui ouvre les conditions d'une éducation réellement partagée, à travers le croisement et la multiplication des regards – est indispensable pour la réussite de tous. À Nantes, cette ambition collaborative se concrétise par exemple à travers l'élaboration partagée d'une charte, associant habitants et parents, pour définir le rôle de chacun et les enjeux éducatifs jugés prioritaires sur chacun des onze quartiers nantais. Les politiques éducatives locales se sont progressivement engagées dans l'association de tous les acteurs pour soutenir cette dynamique de concertation locale.

Le référentiel pour l'éducation prioritaire de 2014 confirme l'opportunité de l'ouverture et de la participation portée par la politique de la ville, en invitant à « la mise en place d'une école qui coopère utilement avec les familles et les partenaires pour la réussite scolaire ». Partager l'éducation ne doit pas et ne peut se limiter aux seules initiatives des acteurs locaux ; le pilotage des institutions doit s'affirmer avec fluidité, des intentions ministérielles jusqu'à leur mise en œuvre opérationnelle sur les territoires.

PILOTER À TOUS LES NIVEAUX

Dans sa circulaire du 3 mai 2017 sur le pilotage de l'éducation prioritaire, le ministère de l'Éducation nationale rappelle la nécessité d'un pilotage établi et identifié par tous : les équipes éducatives, les parents et les partenaires. Il initie une démarche nationale autour d'un comité de suivi partenarial regroupant associations d'élus, recteurs d'académie et ministères chargés de la Ville, du Budget et de la Famille. L'ouverture de cet espace d'échange transversal favorise la cohérence et la convergence des politiques éducatives vers des objectifs communs de réussite de tous et de réduction des inégalités ; la circulaire se décline également au niveau territorial, en incitant par exemple à l'organisation de formations conjointes des acteurs et à l'articulation des travaux et réflexions avec les instances locales existantes (conseil écoles-collèges, par exemple). L'objectif affirmé ici est d'éviter la multiplication et la superposition des instances, de simplifier les modes de travail partagé.

Pour consolider une démarche d'intervention globale, la politique de la ville s'engage également dans la rénovation de ses modes d'intervention publique. Elle invente de nouvelles modalités de gestion entre les communes et les services déconcentrés de l'État en incitant, dans chaque institution partenaire, à une gouvernance claire et légitimée, des décisionnaires aux acteurs du terrain.

De nos jours, dans le contexte de tensions financières, cette transformation des politiques publiques et des collaborations professionnelles est attendue pour répondre aux enjeux actuels des quartiers en « politique de la ville » (laïcité, radicalisation, persévérance scolaire et aide à la parentalité). Dans ce cadre, les interventions éducatives publiques doivent s'inscrire dans la continuité et être animées d'un pilotage volontariste, à tous les niveaux des organisations. Si les collectivités territoriales sont pleinement identifiées dans l'animation globale de la politique éducative sur un territoire, l'ensemble des acteurs doit s'associer pleinement à donner vie à cette coproduction éducative en légitimant, dans chacune des institutions, les acteurs de l'animation du partenariat, au-delà d'une approche par dispositif.

UNE RESPONSABILITÉ ÉDUCATIVE PARTAGÉE

La collaboration des différents acteurs permet d'engager une transition utile et pertinente, d'une approche cloisonnée et quantitative visant la réallocation des ressources vers une offre plus qualitative, basée sur l'innovation, pour offrir les conditions de la réussite sur tous les territoires. Le modèle politique initial de contribution des collectivités à l'effort de l'État évolue vers l'adhésion à un projet éducatif co-construit entre plusieurs acteurs, au niveau d'un territoire. Dans le cadre des dédoublements des CP et CE1, par exemple, soucieuses de mieux répondre aux besoins des enfants, certaines villes (comme Saint-Herblain) ont mobilisé leurs ressources pour soutenir les efforts de l'Éducation nationale autour d'actions ciblées auprès des familles dans l'accompagnement de la réussite de leur enfant, au-delà du simple aménagement des locaux. En effet, les échanges avec les acteurs locaux de l'Éducation nationale, notamment, ont fait apparaître la pertinence de venir en appui des parents sur diverses questions éducatives, complémentaires des apprentissages : sommeil, gestion des écrans, nutrition, etc.

La politique de la ville, laboratoire de politiques éducatives innovant, a accompagné l'évolution des politiques éducatives locales. Porteuse d'une démarche « projet », elle a favorisé l'expérimentation d'autres modes d'élaboration des politiques publiques éducatives, ouverts sur l'expertise d'usage des habitants. L'association des différents acteurs permet de recomposer et de co-construire l'action publique avec une plus grande efficacité, à partir des spécificités des territoires. La politique éducative locale devient un bien commun, partagé, « dialogué », discuté par et avec le plus grand nombre de citoyens. À Toulouse, des espaces de mobilisation citoyenne, de rencontre et de coopération entre les habitants et les experts et professionnels

de l'éducation ont ainsi été créés. Centrés sur les questions éducatives, ils éclairent et nourrissent les réflexions et les travaux des élus dans la mise en œuvre du projet éducatif territorial. À Cahors, avec l'accompagnement du centre social et citoyen, la parole est donnée aux enfants. Cette parole est légitimée, libérée, pour engager à l'écoute et au respect de l'autre, accompagner l'entrée au collège, à travers l'expression de leurs besoins.

Les configurations urbaines et sociales sont différentes et les solutions, durables, sont à inventer localement, à travers la valorisation des ressources du territoire. La politique de la ville a ouvert la possibilité aux villes d'animer une démarche plus partagée dans la prise en charge sociale et éducative des enfants et de leur famille, de rétablir la juste équité entre tous les habitants d'une cité. Elle garantit l'accès aux services publics et rend l'offre accessible à travers des politiques tarifaires adaptées favorisant l'égalité d'accès de toutes les familles aux ressources éducatives. La plupart des collectivités territoriales en politique de la ville proposent des tarifications solidaires et sociales, adaptées aux ressources des familles. Comme à Saint-Denis par exemple, elles défendent ainsi l'accès aux loisirs et le droit aux vacances pour tous (enfants, jeunes et familles).

Pour organiser la nécessaire complémentarité des interventions éducatives à l'échelle territoriale, les villes pilotent et animent différents dispositifs dans une démarche volontairement inclusive : contrats locaux d'accompagnement éducatif (CLAS), programmes de réussite éducative (PRE), projets éducatifs territoriaux (PEdT), locaux ou globaux... Le PEdT, qui intègre le volet éducatif du contrat de ville, devient l'outil de la complémentarité et de la cohérence des politiques menées dans une perspective de co-éducation avec les parents et les associations impliquées. Le projet éducatif englobe l'ensemble du territoire

d'une commune, d'une agglomération ; il anime la cohérence nécessaire pour garantir l'efficacité des actions mises en œuvre sur chaque territoire. Les villes et intercommunalités, légitimes dans l'animation globale de la démarche, fixent le cap commun de la coopération avec tous : acteurs locaux de l'Éducation nationale, parents, associations, dans le nécessaire temps long de l'action éducative.

En conclusion, les évolutions de la politique de la ville depuis quarante ans ont mis en lumière toutes les ressources que chaque collectif est capable de réunir, afin de répondre aux problématiques sociales et éducatives locales. À partir des différents supports initiés par l'État et les collectivités locales, ce sont de véritables réseaux partenariaux qui maillent aujourd'hui les territoires en s'appuyant sur des bienveillances territoriales, des volontés individuelles fortes, des ambitions partagées et sans cesse renouvelées au regard des enjeux. Aborder la question éducative dans sa globalité, avec une multiplicité d'acteurs œuvrant dans le cadre d'un projet éducatif partagé, reste le défi à relever sur chacun des territoires « politique de la ville ».

MARION AUBERT

chargée de mission,
ANDEV

ROZENN MERIEN

présidente de l'ANDEV,
directrice Enfance, Ville de Saint-Denis